

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29344]

11 AVRIL 2014. — Décret adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Ce décret a pour objet la définition d'un étudiant finançable, au sens du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, régulièrement inscrit auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice.

Art. 2. § 1^{er}. Ne sont pris en compte pour le calcul du financement des établissements d'enseignement supérieur que les étudiants régulièrement inscrits conformément à l'article 103 du décret du 7 novembre 2013 précité.

§ 2. L'inscription doit porter sur un ensemble cohérent d'unités d'enseignement d'un cursus qui mène soit :

1° à un grade académique de formation initiale de premier ou deuxième cycles;

2° à un grade de bachelier de spécialisation; l'inscription d'un étudiant n'est prise en compte qu'à concurrence des 60 premiers crédits du programme d'études visé;

3° à un grade de master de spécialisation; l'inscription d'un étudiant n'est prise en compte qu'à concurrence des 120 premiers crédits du programme d'études visé;

4° au grade d'Agrégé de l'Enseignement Secondaire Supérieur ou au Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur; l'inscription d'un étudiant n'est prise en compte qu'à concurrence des 30 premiers crédits du programme d'études visé.

Sont également pris en compte les étudiants réguliers inscrits en formation doctorale à concurrence d'une seule inscription.

§ 3. Pour la répartition du financement spécifique aux travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat sont pris en compte les étudiants ayant acquis le grade académique de docteur durant l'année académique précédant celle relative à l'année budgétaire concernée.

Au cas où ces travaux ont été encadrés en cotutelle, conformément à l'article 82, § 4, du décret du 7 novembre 2013 précité, avant l'application d'autres coefficients de pondération éventuels dans le calcul du financement, ces inscriptions y sont divisées en parts égales entre les établissements en Communauté française concernés.

Art. 3. § 1^{er}. En outre, sauf s'il est lauréat de l'épreuve d'admission à une Ecole supérieure des Arts visée à l'article 110 du décret du 7 novembre précité, pour pouvoir être pris en compte, un étudiant doit, pour la date limite d'inscription fixée conformément à l'article 101 du décret du 7 novembre 2013 précité, être de nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou satisfaire au moins une des conditions suivantes :

1° bénéficier d'une autorisation d'établissement ou avoir acquis le statut de résident de longue durée en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° être considéré comme réfugié, apatride ou personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée;

3° être autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique en vertu des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 précitée et y exercer une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficier de revenus de remplacement;

4° être pris en charge ou entretenu par les centres publics d'action sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel il a été confié;

5° avoir pour père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal une personne de nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou qui remplit une des conditions visées aux 1° à 4° ci-dessus;

6° remplir les conditions visées à l'article 105, § 2, du décret du 7 novembre 2013 précité.

Est considérée comme activité professionnelle réelle et effective celle dont la rémunération correspond et a correspondu, sur 6 des 12 mois précédant l'inscription, à la moitié de la rémunération mensuelle moyenne minimum garantie fixée par le Conseil national du Travail.

§ 2. Un étudiant ayant été régulièrement inscrit à un cycle d'études et pris en compte pour le financement suite à cette inscription, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, est réputé satisfaire ces conditions jusqu'à la fin du cycle d'études entrepris, quel que soit l'établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française auprès duquel il s'était initialement inscrit.

§ 3. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent également faire prendre en compte pour le financement certains étudiants qui ne satisfont pas aux conditions du 1^{er} paragraphe, sans que leur nombre ne puisse dépasser un pourcent du nombre total d'étudiants qui ont été effectivement pris en compte pour l'année académique précédente dans l'établissement concerné en dehors de ceux pris en compte en vertu de ce paragraphe.

Art. 4. Un étudiant perd sa qualité d'étudiant finançable pour une année académique si, au cours des cinq années académiques précédentes, il a déjà acquis plus de deux grades académiques de même niveau pour lesquels il avait été pris en compte pour le financement durant une année académique au moins ou s'il n'est plus en situation de réussite.

Art. 5. Un étudiant est en situation de réussite s'il satisfait au moins une des conditions suivantes :

1° il s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes;

2° il s'inscrit à un premier cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit deux fois aux études menant au même grade académique ni avoir été déjà inscrit trois fois à un premier cycle d'études au cours des cinq années académiques précédentes;

3° il se réinscrit à un cycle d'études après y avoir acquis

a) au moins 45 crédits lors de l'inscription précédente;

b) ou, globalement au cours des trois années académiques précédentes,

i) au moins la moitié des crédits du total de la charge de ses programmes annuels, compte non tenu de l'année académique de sa première inscription au cycle, si elle lui est défavorable;

ii) et au moins 45 crédits; cette dernière condition ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013.

Ne sont pas prises en compte les inscriptions au cours des années académiques précédentes qui y ont conduit à l'obtention d'un grade académique. En cas d'inscription à un même cycle, mais dans un autre cursus ou auprès d'un autre établissement, sont considérés comme acquis les crédits valorisés par le jury lors de l'inscription.

Pour l'application des dispositions de ce paragraphe sont prises en comptes les inscriptions aux études supérieures suivies en Communauté française ou hors de celle-ci. De plus, l'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur base des conditions visées à l'article 107, 7°, du décret du 7 novembre 2013 précité sont réputés avoir été régulièrement inscrits pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité ou épreuve d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

Art. 6. Lors de la demande d'inscription, l'étudiant est tenu de déclarer toutes ses inscriptions préalables à des études supérieures et des résultats de ses épreuves au cours des cinq années académiques précédentes, sauf s'il poursuit des études auprès du même établissement. Toute omission est considérée comme fraude à l'inscription.

Art. 7. Par année académique, il n'est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant auprès d'un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice en Communauté française.

Il appartient à l'étudiant d'indiquer, dès sa demande d'inscription visée à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 précité, s'il renonce à sa qualité d'étudiant potentiellement finançable, parce qu'il aurait entrepris une démarche similaire auprès d'un autre établissement d'enseignement supérieur de plein exercice de la Communauté française.

Art. 8. Un étudiant régulièrement inscrit conformément à l'article 103 du décret du 7 novembre 2013 précité est réputé inscrit à plein temps et, pour toute autre disposition légale ou réglementaire, est réputé participer activement à une charge d'au moins 30 crédits d'activités d'apprentissage.

Toutefois, avant l'application d'autres coefficients de pondération éventuels dans le calcul du financement, l'inscription d'un étudiant dont le programme annuel comporte de 16 à 30 crédits n'est prise en compte que pour moitié; si le solde du programme de son cycle d'études est de 15 crédits maximum, il n'est plus pris en compte, mais est toujours considéré comme finançable. Cette réduction ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 100, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 précité qui auraient déjà acquis ou valorisé 30 crédits du cycle d'études au moins.

Art. 9. Une inscription régulière à un programme d'études conjoint, en codiplômation ou non, conformément à l'article 103 du décret du 7 novembre 2013 précité, est prise en compte conformément aux dispositions de ce décret comme une inscription régulière auprès de chaque établissement, pour autant que les conditions de l'article 82, § 3, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité soient respectées, même si le programme conjoint ne mène pas à une codiplômation.

Art. 10. En vertu des dispositions transitoires de l'article 162 du décret du 7 novembre 2013 précité, pour l'interprétation des dispositions de ce décret, un étudiant admis à poursuivre un cycle d'études selon les nouvelles dispositions est réputé avoir été inscrit au même cycle d'études pour 60 crédits par inscription régulière précédente et avoir acquis les crédits valorisés par le jury.

Art. 11. Pour l'interprétation de l'article 5 du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, les étudiants finançables, au sens du décret du 7 novembre 2013 précité, en vertu du présent décret sont seuls considérés comme ayant terminé avec fruit l'année scolaire précédente.

Les articles 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi sont abrogés. Ils restent toutefois transitoirement en vigueur pour les étudiants inscrits aux études organisées selon les dispositions antérieures au décret du 7 novembre 2013 précité, en vertu des dispositions transitoires qu'il contient.

Art. 12. Les autres dispositions concernant le calcul du financement des établissements ou d'encadrement des étudiants s'appliquent selon les modalités qui concernent les études correspondantes organisées selon les dispositions antérieures au décret du 7 novembre 2013 précité. En particulier, les coefficients de pondération liés aux études suivies sont ceux correspondant aux groupes, domaines ou catégories auxquels ces études étaient attachées; dans ce contexte, est considéré comme inscrit en troisième année d'études du premier cycle un étudiant finançable, régulièrement inscrit à des études de premier cycle et ayant réussi au moins 105 crédits de ce cycle d'études.

Art. 13. Les articles 27 et 32bis, alinéas 2 et 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires sont abrogés.

Les articles 5 à 8 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française sont abrogés.

Les articles 50 et 51 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) sont abrogés.

Ces dispositions restent transitoirement en vigueur pour les étudiants inscrits aux études organisées selon les dispositions antérieures au décret du 7 novembre 2013 précité, en vertu des dispositions transitoires qu'il contient.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2014-2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2013-2014.

Documents du Parlement. Projet de décret, n°645-1. Rapport, n°645-2. — Erratum n° 645-3. Amendement de séance, n° 645-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29344]

11 APRIL 2014. — Decreet tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet betreft de definitie van een voor financiering in aanmerking komende student, in de zin van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, die regelmatig ingeschreven is in een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan.

Art. 2. § 1. Worden slechts in aanmerking genomen voor de berekening van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs de studenten die regelmatig ingeschreven zijn overeenkomstig artikel 103 van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013.

§ 2. De inschrijving moet betrekking hebben op een coherent geheel van onderwijseenheden van een cursus die leidt ofwel :

1° tot een academische graad van initiële opleiding van de eerste of tweede cyclus;

2° tot een graad van bachelor specialisatie : de inschrijving van een student wordt slechts in aanmerking genomen naar rata van de eerste 60 studiepunten van een bedoeld studieprogramma;

3° tot een graad van master specialisatie; de inschrijving van een student wordt slechts in aanmerking genomen naar rata van de eerste 120 studiepunten van een bedoeld studieprogramma;

4° tot de graad van Geaggregeerde van het Hoger secundair onderwijs of het "Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur", (getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs); de inschrijving van een student wordt slechts in aanmerking genomen naar rata van de eerste 30 studiepunten van een bedoeld studieprogramma.

Worden ook in aanmerking genomen de studenten die regelmatig ingeschreven zijn voor een doctoraatsopleiding naar rata van één enkele inschrijving.

§ 3. Voor de verdeling van de financiering die specifiek is voor de voorbereiding van een doctoraats thesis worden in aanmerking genomen de studenten die de academische graad van doctor behaald hebben tijdens het academiejaar voorafgaand aan dat betreffende het betrokken begrotingsjaar.

Ingeval deze werkzaamheden in gezamenlijke voorgedij omkaderd worden overeenkomstig artikel 82, § 4, van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, vóór de toepassing van andere mogelijke wegingscoëfficiënten in de berekening van de financiering, worden deze inschrijvingen gedeeld in gelijke gedeeltes tussen de betrokken instellingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. § 1. Bovendien, behalve als de student geslaagd is voor de toelatingsproef tot een Hogere Kunstschool bedoeld in artikel 110 van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, moet hij, om in aanmerking te worden genomen, voor de einddatum van de inschrijving bepaald overeenkomstig artikel 101 van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, de nationaliteit bezitten van een lidstaat van de Europese Unie, ofwel aan ten minste één van de volgende voorwaarden beantwoorden :

1° een toelating krijgen van de instelling of de status van langdurig ingezetene te hebben verworven overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° beschouwd worden als vluchteling, staatloze of persoon die in aanmerking komt voor subsidiaire bescherming overeenkomstig de bepalingen van de bovenvermelde wet van 15 december 1980;

3° toegelaten worden om meer dan drie maanden in België te verblijven overeenkomstig de bepalingen van de bovenvermelde wet van 15 december 1980 en daar een werkelijke en effectieve beroepsactiviteit uit te oefenen of daar vervangingsinkomen te genieten;

4° ten laste worden genomen of onderhouden worden door de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, in een huis dat deze behoort of in een huis waaraan hij toevertrouwd wordt;

5° als vader, moeder, wettelijke voogd, echtgenoot(e) of wettelijke samenwonende persoon hebben die de nationaliteit bezit van een lidstaat van de Europese Unie of die aan één van de voorwaarden bedoeld in 1° tot 4° hierboven beantwoordt;

6° aan de voorwaarden bedoeld in artikel 105, § 2, van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 beantwoorden.

Wordt beschouwd als werkelijke en effectieve beroepsactiviteit deze waarvan de bezoldiging overeenstemt en overeenstemde, op 6 van de 12 maanden voorafgaand aan de inschrijving, met de helft van het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimumloon bepaald door de Nationale Arbeidsraad.

§ 2. Een student die regelmatig ingeschreven was voor een studiecycclus of in aanmerking werd genomen voor de financiering na deze inschrijving, overeenkomstig de bepalingen van de vorige paragraaf, wordt geacht aan deze voorwaarden te beantwoorden tot het einde van de ondernomen studiecycclus, ongeacht de instelling voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap waarin hij oorspronkelijk ingeschreven was.

§ 3. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen ook bepaalde studenten in aanmerking laten nemen voor financiering die niet aan de voorwaarden van § 1 beantwoorden zonder dat hun aantal één percent van het totaal aantal studenten mag overschrijden die werkelijk in aanmerking werden genomen voor het vorige academiejaar in de betrokken instelling buiten deze die in aanmerking werden genomen overeenkomstig deze paragraaf.

Art. 4. Een student verliest zijn hoedanigheid van voor financiering in aanmerking komende student voor een academiejaar als hij tijdens de vijf vorige academiejaren al meer dan twee academische graden van hetzelfde niveau behaald heeft waarvoor hij in aanmerking werd genomen voor de financiering tijdens minstens één academiejaar of als hij niet meer kan slagen.

Art. 5. Een student kan slagen als hij ten minste aan één van de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° hij schrijft zich in voor een studiecycclus zonder al twee keer voor studies van dezelfde cycclus ingeschreven te zijn tijdens de vijf vorige academiejaren;

2° hij schrijft zich in voor een eerste studiecycclus zonder al twee keer voor studies ingeschreven te zijn die leiden tot dezelfde academische graad noch al drie keer voor een eerste studiecycclus ingeschreven te zijn tijdens de vijf vorige academiejaren;

3° hij schrijft zich weer in voor een studiecycclus na :

a) ten minste 45 studiepunten te hebben behaald bij de vorige inschrijving;

b) of globaal tijdens de drie vorige academiejaren,

i) ten minste de helft van de studiepunten van het totaal van de opdrachtlast van zijn jaarlijkse programma's, rekening houdend met het academiejaar van zijn eerste inschrijving voor de cycclus, indien ze voor hem ongunstig is;

ii) en ten minste 45 studiepunten; deze laatste voorwaarde is niet van toepassing op de ingeschreven studenten overeenkomstig artikel 151 van het decreet van 7 november 2013.

Worden niet in aanmerking genomen, de inschrijvingen tijdens de vorige academiejaren die geleid hebben tot het behalen van een academische graad. Bij een inschrijving voor eenzelfde cycclus maar in een andere cursus of bij een andere instelling worden beschouwd als verworven te zijn de studiepunten die gevaloriseerd worden door de examencommissie bij de inschrijving.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze paragraaf worden in aanmerking genomen, de inschrijvingen voor hogere studies gevolgd in of buiten de Franse Gemeenschap. Bovendien worden de studenten die zich inschrijven voor de eerste studiecycclus op basis van de voorwaarden bedoeld in artikel 107, 7°, van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, geacht regelmatig ingeschreven te zijn voor elk academiejaar na het behalen van het bedoelde diploma, bekwaamheidsbewijs of getuigschrift onder deze toegangsvoorwaarden, in een jaarlijks programma van 60 studiepunten van de bedoelde studies, behalve voor de jaren waarvoor hij het bewijs levert dat hij ingeschreven werd voor geen enkele activiteit of proef van het hoger onderwijs of wedstrijd of toelatingsproef tot deze tijdens het betrokken jaar. Dit bewijs kan elk bewijskrachtig officieel document zijn of bij door de overmacht behoorlijk aangetoond gebrek aan dat document, een verklaring op eer getekend door de student waarmee wordt gestaafd dat een dergelijk document materieel niet ingediend kan worden.

Art. 6. Bij de aanvraag om inschrijving is de student ertoe gehouden al zijn inschrijvingen voorafgaand aan de hogere studies en de resultaten van zijn proeven tijdens de vijf vorige academiejaren aan te geven behalve als hij de studies bij dezelfde instelling voortzet.

Elke nalatigheid wordt gelijkgesteld met een fraude bij de inschrijving.

Art. 7. Per academiejaar wordt slechts rekening gehouden met één enkele regelmatige inschrijving per student bij een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan in de Franse Gemeenschap.

Het behoort de student toe om bij zijn aanvraag om inschrijving bedoeld in artikel 95, § 1, van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 te vermelden of hij zijn hoedanigheid van potentieel voor financiering in aanmerking komende student wil opgeven omdat hij een gelijke stap zou ondernomen hebben bij een andere instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap.

Art. 8. Een student die regelmatig ingeschreven is overeenkomstig artikel 103 van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, wordt geacht voltijds ingeschreven te zijn en, voor elke andere wettelijke of reglementaire bepaling, wordt geacht actief deel te nemen aan een opdrachtlast van minstens 30 studiepunten van leeractiviteiten.

Nochtans, voor de toepassing van de andere mogelijke wegingscoëfficiënten in de berekening van de financiering, wordt de inschrijving van de student waarvan het jaarlijkse programma van 16 tot 30 studiepunten bevat, slechts voor de helft in aanmerking genomen; indien het saldo van het programma van zijn studiecycclus maximum 15 studiepunten bedraagt, wordt het niet meer in aanmerking genomen maar wordt altijd beschouwd als financierbaar. Deze vermindering is niet van toepassing op de studenten ingeschreven overeenkomstig artikel 100, § 1, van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 die al ten minste 30 studiepunten van de studiecycclus behaald of gevaloriseerd zouden hebben.

Art. 9. Een regelmatige inschrijving voor een gezamenlijk studieprogramma, al dan niet in gezamenlijke diplomering, overeenkomstig artikel 103 van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, wordt in aanmerking genomen overeenkomstig de bepalingen van dat decreet als een regelmatige inschrijving bij elke instelling voor zover de voorwaarden van artikel 82, § 3, tweede lid, van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013 nageleefd zouden worden zelfs als het gezamenlijke programma niet tot een gezamenlijke diplomering leidt.

Art. 10. Overeenkomstig de overgangsbepalingen van artikel 162 van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, voor de uitlegging van de bepalingen van dit decreet, wordt een student die toegelaten wordt om een studiecycclus voort te zetten volgens de nieuwe bepalingen, geacht ingeschreven te zijn in dezelfde studiecycclus voor 60 studiepunten per vorige regelmatige inschrijving en de studiepunten die door de examencommissie gevaloriseerd worden, behaald te hebben.

Art. 11. Voor de uitlegging van artikel 5 van het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de studietoelagen, gecoördineerd op 7 november 1983, worden de voor financiering in aanmerking komende studenten, in de zin van het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, overeenkomstig dit decreet, de enigen die beschouwd worden als het vorige schooljaar met vrucht te hebben beëindigd.

De artikelen 4 en 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen, worden opgeheven. Ze blijven nochtans voorlopig gelden voor de studenten ingeschreven in de studies georganiseerd volgens de bepalingen voorafgaand aan het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, overeenkomstig de overgangsbepalingen die het bevat.

Art. 12. De andere bepalingen die betrekking hebben op de berekening van de financiering van de instellingen of van de omkadering van de studenten, zijn van toepassing volgens de nadere regels die betrekking hebben op de overeenstemde studies georganiseerd volgens de bepalingen voorafgaand aan het bovenvermelde decreet van 7 november 2013. De wegingscoëfficiënten die gebonden zijn aan de gevolgde studies zijn in het bijzonder deze die overeenstemmen met de groepen, domeinen of categorieën waaraan deze studies gebonden waren; in deze context wordt beschouwd als ingeschreven te zijn in het derde studiejaar van de eerste cyclus een voor financiering in aanmerking komende student die regelmatig ingeschreven is in de studies van de eerste cyclus en die voor ten minste 105 studiepunten van deze studiecycclus geslaagd is.

Art. 13. De artikelen 27 en 32bis, tweede en vierde lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden opgeheven.

De artikelen 5 tot 8 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden opgeheven.

De artikelen 50 en 51 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden opgeheven.

Deze bepalingen blijven voorlopig gelden voor de studenten ingeschreven in de studies georganiseerd volgens de bepalingen voorafgaand aan het bovenvermelde decreet van 7 november 2013, overeenkomstig de voorlopige bepalingen die het bevat.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2014-2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

Zitting 2013-2014.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 645-1. — Verslag nr. 645-2. — Erratum, nr. 645-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 645-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 10 april 2014.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29341]

20 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission zonale de réaffectation pour les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés de la zone 2 : Province de Hainaut

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, tel que modifié les 14 novembre 2002, 8 mai 2003, 3 mars 2004, 4 mai 2005, 14 juillet 2006, 2 février 2007, 8 mars 2007, 13 décembre 2007, 30 avril 2009, 8 juillet 2010, 10 février 2011, 12 juillet 2012 et, notamment, l'article 79;

Considérant la proposition de règlement d'ordre intérieur transmise le 14 février 2014 par le Président de la Commission zonale de réaffectation pour les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés de la zone 2;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 21 janvier 2014.

Bruxelles, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2014 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission zonale de réaffectation pour les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés de la zone 2 : Province de Hainaut

La Commission zonale de réaffectation pour les centres libres subventionnés de la zone 2 : Province de Hainaut a fixé comme suit son règlement d'ordre intérieur.

I. DEFINITIONS

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement d'ordre intérieur, on entend par :

« Le décret » : le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés;

« La commission » : la Commission zonale de réaffectation visée à l'article 79 du décret;